

<https://ricochets.cc/Deux-manieres-de-pacifier-face-a-l-inflation-l-aide-sociale-ou-la-repression.html>



Deux manières de pacifier face à l'inflation : l'aide sociale ou la répression

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 30 décembre 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

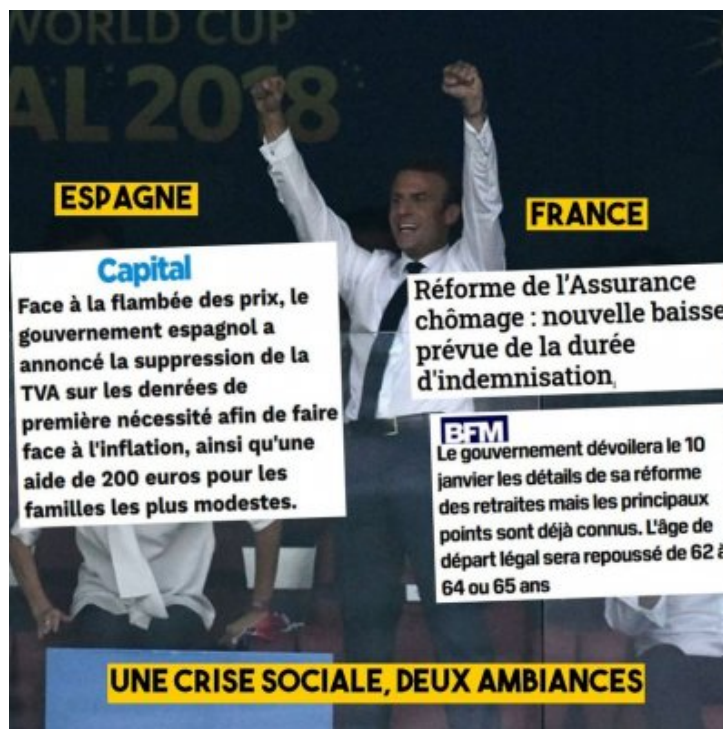
Le chaos permanent engendré par le techno-capitalisme et l'état entre dans une phase plus difficile. L'inflation et la précarité augmentent, et, vues les catastrophes climatiques en cours, vue la future crise irréversible de la fin progressive du pétrole, ça ne va pas du tout se calmer.

En France, le gouvernement, qui agit clairement en faveur des plus riches et de certains lobbies, s'oriente vers toujours davantage de répression et de précarisation.

Ailleurs, comme en Espagne, des mesures plus sociales sont mises en place face à l'inflation.

Ce sont deux manières différentes de « pacifier » les foules et de maintenir le statu quo mortifère de la civilisation industrielle.

En 2023 en France, allons nous continuer à viser (mollement pour l'instant) des réformes sociales pour (peut-être) temporairement moins mal survivre dans un système économique-politico-social suicidaire, ou allons-nous nous battre franchement pour bifurquer radicalement ?



Deux manières de pacifier face à l'inflation : l'aide sociale ou la répression

UNE CRISE SOCIALE, DEUX AMBIANCES

∅ Face à l'inflation, le gouvernement espagnol vient d'annoncer la suppression de la TVA sur des denrées de première nécessité (le pain, le lait, le fromage, les fruits, les légumes, les céréales). La TVA, taxe sur les achats, est l'impôt le plus injuste, puisqu'il est au même niveau pour tout le monde, riches comme pauvres. C'est ce qu'on appelle un impôt régressif : l'État augmente les inégalités au lieu de redistribuer les richesses.

Une aide de 200 Euros pour les familles les plus modestes est aussi annoncée. Le gouvernement espagnol continue à bloquer l'augmentation des loyers et verse une aide aux agriculteurs et transporteurs sur le coût de l'essence. En juillet, le gouvernement espagnol avait aussi voté la gratuité du train pendant 4 mois sur les trajets inférieurs à 300 kilomètres, une baisse de 50% du prix des déplacements en métro, bus et tram et un chèque de 200 Euros pour les travailleurs précaires, indépendants et chômeurs.

÷ Ambiance diamétralement opposée dans la France de Macron. En pleine crise sociale, alors que la précarité explose et que des personnes meurent dans la rue et les couloirs des hôpitaux, le gouvernement fait passer ces mesures :

- Une baisse sans précédent des indemnités chômage

- Une casse sans précédent des retraites
- Une loi « anti-squat » qui permet de virer les personnes qui ne peuvent pas payer leur loyer
- 15 milliards d'euros pour la police

Mesures pour limiter la crise sociale d'un côté, mesures ultra-violentes qui vont l'aggraver considérablement de l'autre. Les médias des milliardaires, qui adorent comparer les pays européens pour aligner les droits sociaux à la baisse, ne feront pas cette comparaison. Car cela démontre, encore une fois, que la France est gouvernée par une clique de petits managers ultra-libéraux et de conseillers de Mc Kinsey, une clique qui se maintient au pouvoir grâce à une milice fasciste surarmée.

(post et visuel par Contre Attaque)



Deux manières de pacifier face à l'inflation : l'aide sociale ou la répression

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE : ATTAQUE SANS PRÉCÉDENT CONTRE LE DROIT AU CHÔMAGE

Par décret, et sans concertation, le gouvernement Macron a fait passer en urgence le 23 décembre une attaque sans précédent contre le droit au chômage. Alors qu'un premier projet présenté aux syndicats cet automne prévoyait de réduire la durée d'indemnisation de 25%, le nouveau projet ira beaucoup plus loin : jusqu'à 40% de réduction en cas de taux de chômage à 6%.

Le gouvernement crée donc des indemnités à taux variable, indexées sur le taux de chômage, comme si cette conquête sociale n'était pas un droit, pour lequel les travailleurs cotisent, mais une sorte de bonus. Comme en Bourse, une indemnité qui change selon les lois du marché. Ce qui va mettre en insécurité totale les personnes privées d'emploi, qui peuvent voir la durée de leur indemnité changer selon le contexte et selon les statistiques opaques du Ministère du Travail.

Le décret du gouvernement prévoit une baisse de 40% de la durée d'indemnisation quand le taux de chômage français aura atteint 6% en moyenne sur le territoire. Pour forcer les chômeurs restants à aller trimmer. « On est en train de pousser des chômeurs vers le RSA, vers la très grande pauvreté » estime la CGT.

Deux manières de pacifier face à l'inflation : l'aide sociale ou la répression

« Ce gouvernement est en train de casser l'assurance-chômage et quand il a tous les syndicats en face, que ce soit sur l'assurance-chômage ou les retraites, il n'en tient absolument pas compte »

En plus, cette mesure est un cercle vicieux. Les pauvres seront obligés d'accepter des boulots sous-payés, précaires ou à temps partiel pour ne pas perdre leurs droits. Ce ne sera pas de vrais contrats, des emplois qui permettent de vivre, mais des jobs contraints qui feront baisser les statistiques du chômage. Et donc réduiront mécaniquement les droits de tous les chômeurs. Baisse des salaires, baisse des droits, augmentation du halo du chômage : le cocktail explosif des politiques néo-libérales.

« Dans les faits, on raccourcit les fins de droits pour ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas pu retrouver du boulot avant l'épuisement de leurs droits au chômage. Ils vont perdre plusieurs mois et ils pourraient encore perdre avec cette nouvelle disposition » explique la CGT. C'est une machine à créer des personnes en ultra-précarité.

Pourquoi attaquer, encore plus fort, sans vote et au moment de Noël les droits des chômeurs ? Pour détruire les derniers parachutes sociaux. Macron veut conditionner le RSA à 20 heures de travaux gratuits par semaine et détruit les indemnités de chômage. Il n'y aura plus aucun moyen d'échapper à l'exploitation patronale. Travaux forcés pour tout le monde, sauf les rentiers, les spéculateurs et les patrons. Soit vous possédez, soit vous trimez.

C'est aussi pour faire des économies. Au moins 4 milliards d'euros. Il faut dire que Macron a d'autres priorités avec l'argent public. Le gouvernement vient de débloquer 15 milliards de plus pour la police, qui est déjà suréquipée, surarmée et surpayée. Il dépense des milliards en cabinets de conseils et encore plus en cadeaux aux entreprises, avec la suppression de l'ISF et les exonérations diverses pour les patrons. Quant à la fraude fiscale, elle continue d'atteindre des sommes astronomiques.

Tout cela coûte infiniment plus cher que le droit au chômage ou le système de retraite. Mais le gouvernement est en guerre. En guerre de classe. Macron veut la gagner au prix de nos vies.

(post et visuel par Contre Attaque)



Deux manières de pacifier face à l'inflation : l'aide sociale ou la répression